

Les invités

# Manifeste: une économie au service de l'humain

Mario von Cranach\*  
Peter Ulrich\*\*  
Philippe Mastronardi\*\*\*

Actuellement, les mécanismes économiques globaux et nationaux reposent essentiellement sur la croyance qu'un marché «libre», c'est-à-dire le plus dérégulé possible, sera le mieux à même de satisfaire aux besoins des êtres humains. Le désir des entreprises et des investisseurs de maximiser leurs gains serait un principe régulateur suffisant, sans qu'il ait besoin d'une responsabilité sociale supplémentaire.

Ces derniers mois, il a été clairement démontré que, lorsqu'elle se mue en principe directeur, cette doctrine radicale est non seulement insuffisante, mais carrément dangereuse pour les êtres humains et les sociétés. Elle amène certains acteurs de l'économie à adopter des comportements risqués, amoraux, voire criminels. Les crises qui nous frappent actuellement, qu'il s'agisse de l'environnement, des crédits ou des aliments, ont toutes les mêmes racines. Elles forment les symptômes d'une crise morale.

*Nous demandons que les agissements socialement nuisibles soient prévenus, proscrits et réprimés par le biais de réglementations*

La crise écologique, reconnue depuis longtemps, fait encore bien trop souvent l'objet de marchandages politiques et d'intérêts individuels. Elle repose sur la fausse représentation que la nature est exploitable à l'infini. Cette crise ne pourra être résolue que grâce à la responsabilité et à la solidarité réciproque de toutes les communautés humaines à travers tous les pays pour le bien des générations actuelles et futures.

La crise des «subprime» a mis en évidence quelques scandales. Une fois de plus, les pertes des grandes banques seront nationalisées (potentiellement aussi chez nous), directement ou indirectement, afin d'empêcher l'effondrement du système tout entier, et ce après que les gigantesques bénéfices de ces mêmes activités risquées ont été privatisés.

Des commissions internationales et nationales travaillent actuellement à l'élaboration de réglementations qui devraient empêcher de telles crises à l'avenir, et c'est bien ainsi. Mais ces réglementations ont également besoin d'un fondement éthique; elles doivent être sous-ten-



\*Professeur à l'Université de Berne

\*\*Professeur à l'Université de Saint-Gall

\*\*\*Professeur à l'Université de Saint-Gall

dués par des principes ancrés dans la communauté; lorsque cette base fait défaut, les règles sont tôt ou tard contournées et esquivées.

Une troisième crise aiguë, née apparemment du néant, est survenue récemment: la crise alimentaire globale. Les prix du blé, du riz, du maïs et du soja ont par endroits doublé au cours de ces derniers mois. Dans de nombreux pays en développement, la grande majorité des habitants ne parviennent plus à payer leurs aliments de base. Le contexte est bien plus complexe que nous ne pourrions le décrire ici. Mais une politique agricole et de développement aberrante, ainsi que la production d'agrocarburants et la subordination de l'accès aux denrées alimentaires au pouvoir d'achat, et ce malgré le fait que des millions d'êtres humains en soient totalement dépourvus, sont des causes majeures de cette nouvelle crise.

Cette évolution funeste a été provoquée par la politique des pays riches, qui ont d'abord veillé aux intérêts de leur propre économie d'exportation et d'importation. Et ce sans aucun respect pour l'agriculture locale, certes moins productive, mais également moins dépendante des variations des prix sur les marchés mondiaux, et qui forme la base alimentaire des pays moins développés.

Et comme si cela ne suffisait pas, l'amoralité prend désormais les traits d'une poursuite du profit excessive, que l'on peut qualifier de criminelle: des spéculateurs, parmi lesquels des hedge funds et des investisseurs institutionnels comme les caisses de pension; se sont détournés des marchés financiers, sur lesquels les chances de gains leur paraissent insuffisamment élevées, pour fondre sur le marché des aliments. Même si la spéculation concerne avant tout les marchés à terme, et qu'actuellement les denrées alimentaires ne sont pas accumulées à grande échelle, elle est responsable de cette augmentation des prix. Une spéculation sur des denrées alimentaires, qui s'accommode du fait qu'elle aggrave les problèmes d'approvisionnement d'autres êtres humains, est insoutenable d'un point de vue éthique. Elle devrait être combattue grâce à une réglementation nationale et internationale (par exemple par le biais de prescriptions sur les aliments) et de sanctions.

Ces faits inquiètent de nombreux citoyens. Mais l'inquiétude ne suffit pas. Pour nous tous, qui avons écrit ou signé ce manifeste, c'est clair: il s'agit de reconnaître qu'une économie au service de la vie repose sur des fondements éthiques. D'une part, chacun doit, à sa modeste place, assumer sa responsabilité personnelle. D'autre part, au niveau politique et réglementaire, les conditions-cadres et les limites (mesures d'encourage-

ment) doivent être posées de manière adéquate. Sans quoi les marchés ne seront plus jamais à même de garantir à tous les êtres humains une existence digne et des chances de vie équitables. Lorsque, au lieu de cela, l'économie se transforme en lutte de tous contre tous (et au service exclusif des plus forts), elle détruit les fondements mêmes de sa légitimité et de sa crédibilité et, avec ces fondements, le désir de coopérer et la solidarité des citoyens.

La compétition économique n'est pas un objectif en soi, mais uniquement un moyen de promouvoir le bien-être de tous. Ce but exige équité et justice sociale. Une culture économique dans laquelle l'égoïsme supplante la justice finit toujours par provoquer de profondes crises.

Nous sommes tous responsables, mais les destinataires de cet appel le sont particulièrement. Nous en appelons à tous les économistes, afin qu'ils reconnaissent l'importance des principes éthiques d'une coexistence civilisée, en tant que fondements des processus économiques au service de la société. Nous leur demandons de donner systématiquement une place, dans leurs essais de politique économique, à ces principes et de les transmettre à leurs étudiants dans le cadre de leur enseignement.

Nous en appelons à toutes les associations

économiques, afin qu'elles respectent, dans leur politique, les fondements éthiques de l'économie et le bien-être général de la société civile, et pas seulement les intérêts particuliers qu'elles représentent. Nous leur demandons également d'exiger de leurs membres les comportements correspondants.

Nous en appelons aux gouvernements de la Confédération et des cantons, afin qu'ils appuient leurs actions sur des principes économiques éthiques et supportables et qu'ils prennent en considération de manière équitable les demandes justifiées de leurs partenaires économiques ou des pays amis (problématique du droit fiscal). Nous leur demandons de porter l'attention appropriée au bien public ainsi qu'aux intérêts de la communauté internationale, de s'engager sur le plan national et mondial afin que les organisations internationales basent également leurs actions sur des principes éthiques (par exemple l'OMC) et coordonnent mieux leur travail (par exemple l'OMC avec l'OIT, la FAO et l'OMS); et, pour ce faire, nous demandons que les agissements socialement nuisibles (par exemple la spéculation sur les denrées alimentaires) soient prévenus, proscrits et réprimés par le biais de réglementations nationales et internationales.

## Les universitaires suivants ont signé l'appel:

«Contrepoint» apporte sa contribution au débat de politique économique. Le texte ci-joint a été signé par: Prof. Dr Gabrielle Antille Gaillard, Université de Genève; Prof. Dr Klaus Armingeon, Université de Berne; Prof. Beat Bürgenmeier, Université de Genève; Prof. Dr Jean-Daniel Delley, Université de Genève; Dr Peter Hablützel, Hablützel Consulting, Berne; Dr Jur. Gret Haller, Université de Francfort; Prof. Dr Hanspeter Kriesi, Université de Zurich; Prof. Dr Hans-Balz Peter, Université de Berne; Prof. Dr Franz Schultheis, Université de St-Gall; Prof. em. Dr Peter Tschopp, Université de Genève; Prof. Dr Karl Weber, Université de Berne; Daniel Wiener, MAS-Kulturmanager, Bâle; Prof. Dr phil. Theo Wehner, ETH Zurich; Prof. em. Dr Hans Würzler, ETH Zurich. Ont aussi signé: Prof. Aisaker Françoise, Université de Berne; Prof. Back Andrea, Université de St-Gall; Prof. Becchi Paolo, Université de Lucerne; Prof. em. Beck Eugen Alexander, Université de Berne; Prof. Bortis Heinrich, Université de Fribourg; Prof. Cattacin Sandro, Université de Genève; Prof. Dachler Peter, Université de Genève; Prof. Fahrni Fritz, ETH Zurich; Prof. Gerhard Anselm, Université de Berne; Prof. Guski Andreas, Université de Bâle; Prof. Hänggi Yves, Université

de Zurich; Prof. Hirsig René, Université de Zurich; Prof. Hunkeler Thomas, Université de Fribourg; Prof. Jonas Klaus, Université de Zurich; Dr Klapprotth Danièle, Université de Bâle; Prof. Kollmar-Paulenz Karénina, Université de Berne; Prof. Korenjak Martin, Université de Berne; Prof. Krüger Oliver, Université de Fribourg; Prof. Loosli-Buschor Andrea, Université de Fribourg; Prof. Mäder Ueli, Université de Bâle; Prof. Maercker Andreas, Université de Zurich; Prof. Manzotti Emilio, Université de Genève; Prof. Mariaux Pierre Alain, Université de Neuchâtel; Prof. Marti Urs, Université de Zurich; Prof. Mathieu Jon, Université de Genève; Prof. Mattioli Aram, Université de Lucerne; Prof. Moretti Bruno, Université de Berne; Prof. Müller Markus, Université de Berne; Prof. Reichenbach Roland, Université de Bâle; Prof. Robinson Alan, Université de St-Gall; Prof. Schnell Rüdiger, Université de Bâle; Prof. Sczesny Sabine, Université de Berne; Prof. Soler Clau, Université de Genève; Prof. Tanner Carmen, Université de Zurich; Dr Thielmann Ulrich, Université de St-Gall; Prof. Varone Frédéric, Université de Genève; Prof. Winger-Bénédict, Université de Genève; Prof. Wunderer Rolf, Université de St-Gall. Plus de 200 personnes ont aussi signé ce manifeste sur le site [www.rat-kantrapunkt.ch](http://www.rat-kantrapunkt.ch).